

COULEURS RABASTINOISES

1) Démocratie et citoyenneté :

La citoyenneté n'est pas seulement le principe de la légitimité politique, c'est également la source du lien social.

Il est tout aussi urgent, à l'approche du scrutin municipal (les 15 et 22 mars 2020), que les maires cessent de confondre un bulletin de vote avec un chèque en blanc, valable six ans.

Faciliter la possibilité d'inscrire des sujets à l'ordre du jour des assemblées locales pour impliquer davantage les citoyens dans les affaires du village.

Les institutions locales ne peuvent plus fonctionner sur le modèle d'il y a quarante ans.

Tirer au sort des « jurys populaires » thématiques pour inclure les habitants au cœur des processus de décision qui affectent leur vie.

Créer un poste de défenseur des droits des citoyens pour traiter les doléances des citoyens suite à des négligences de la collectivité.

Nous souhaitons recentrer les rabastinois aux cœurs des débats.

Nous avons la chance d'avoir un fort tissu associatives qui démontre l'implication des citoyennes

Assurer une transparence totale autour du financement des associations locales.

2) Solidarités

1) L'accueil de migrants sur Rabastens une invasion ou une opportunité unique ?

Il faut tout d'abord tordre le coup aux rumeurs. Il n'y a aucun projet d'implanter sur Rabastens un centre d'accueil de demandeur d'asile (CADA) de 50 ou 80 places.

Cette activité est très encadrée par l'état et financé via une association reconnue par l'état pour le faire. Sur Rabastens, cette association finance l'accueil de 1 à 2 familles de réfugiés. Le centre d'accueil peut recevoir maximum 6 personnes. Il s'agit d'une maison privée. Une association locale accompagne ces personnes dans leurs démarches en attente du statut de réfugié, organise des cours de Français... A la fin de la période d'instruction les personnes se retrouvent dans 3 situations :

- elles obtiennent le statut de réfugié
- elles sont déboutées et demandent l'aide au rapatriement
- elle sont déboutées et entre en clandestinité

Dans tous les cas elles doivent quitter la maison avec les enfant et se retrouvent à la rue. Les réfugiés perdent le financement de l'association et doivent trouver des solutions d'attente avant de pouvoir trouver un travail et ou bénéficier des soutiens de type RSA. Pour les déboutés, c'est encore plus difficile, ils perdent eux aussi les soutiens financiers, n'ont aucune chance d'avoir le RSA, n'ont pas le droit de travailler et doivent se tenir à la disposition de la gendarmerie souvent plus de 6 mois pour un retour au pays.

Alors nous devons aider ces gens, par humanité bien sûr, mais aussi pour nous même. Car si nous les laissons à la rue sans ressource, la tentation du vol et de la dégradation sera bien difficile à contenir.

Comment faire ? Est-ce bien le rôle de la commune ?

- insérer ces familles dans le tissu associatif rabastinois durant la période d'attente de statu. Via la scolarisation des enfants, c'est très efficace. Via le bénévolat pour soutenir les associations dans leurs activité. Les accompagnant pourraient aider à présenter les envies et compétences des migrants, aux associations à ouvrir des expériences.

- trouver une autre logement qui permettrait de garder ces famille dans des murs en attente de retour au pays.

2)- Parents isolés et autres associations

Les rassemblements de parents isolés au CCAS doivent être soutenus et connecté à d'autres activités d'autres associations.

Sur certaines communes le CCAS organise des rencontres mensuelles des associations aidantes.

Chacun tient les autres au courant de l'avancé des projets et de l'évolution des besoins. Cela crée des

synergies entre équipes.

3) Recentrer les locaux des associations d'aidants pour une plus grande efficacité

Les plus démunis ne sont pas toujours véhiculés. Il faut recentrer le local du secours populaire. Une maison des associations mériterait aussi un soutien au centre ville.

L'objectif est de ne plus avoir honte d'avoir des personnes dans le besoin mais expérimenter sur le vivre ensemble.

Comment faire : La commune a des locaux, parfois très beaux qui coûtent cher à entretenir. Les laisser vides n'est pas une bonne solution car ils vont se dégrader plus rapidement. Proposer des conventions adaptées de mise à disposition de locaux entre la Commune et une association donnée. La convention peut varier selon les ressources de l'association, mais le principe reste le même : la commune prête pour une durée de 1 an renouvelable un local contre des obligations d'entretien : chauffage, ménage, peinture, menu réparations. La commune reste en charge du gros œuvre et des extérieurs. Les travaux d'aménagement intérieurs sont portés par les associations via du bénévolat et des dons pour le matériel mais restent supervisés par la commune.

3) Gestion et préservation des ressources en eau :

La préservation des ressources en eau est l'un des enjeux environnementaux nécessitant une attention toute particulière.

Jusqu'au milieu du XXe siècle, l'eau était considérée comme une richesse inépuisable que chaque usager pouvait s'approprier, posséder et exploiter en fonction de ses besoins.

L'eau à préserver dans sa globalité.

Développer une agriculture plus économe en eau, que les cultures soient adaptées aux territoires.

Pourquoi pas rendre la gratuité de l'eau jusqu'à 50 m³ et au-delà pratiquer un tarif déraisonnable pour inciter la population à faire attention à leur consommation d'eau. (que cela reste dissuasif de consommer plus).

Récupérateurs d'eau de pluie dans tout le centre ville et inciter les particuliers à posséder des récupérateurs d'eau en favorisant leurs achats.

4) Alimentation produite localement :

À notre sens, l'enjeu principal est de retisser des liens forts entre l'agriculture, la nature et la nourriture. Pour beaucoup d'entre nous, quand on regarde notre assiette, on ne voit plus ni les paysans, ni les paysages, mais simplement un aliment. Et cet aliment, on doit pourtant y réfléchir en termes d'environnement, de santé publique, de solidarité, d'impact sur le climat... Aujourd'hui, on voit bien que les problèmes internationaux s'invitent dans nos assiettes et dans le métier d'agriculteur.

Nous souhaitons que la pratique du « consommer local » et « des circuits courts » résonnent comme une évidence. Mettre une place une monnaie locale pour inciter les habitants et finir de les convaincre de la nécessité de consommer localement.

Consommer les produits de saison, réapprendre à goûter des fruits et des légumes de saisons qui auront un tout autre saveur (se réapproprier le goût).

5) Économie locale et emplois au niveau du territoire :

Par ailleurs, de nombreuses opportunités existent pour développer une économie locale vivante, en réponse aux besoins et préoccupations (écologie, traçabilité, production éthique, emploi local, etc.) de secteurs croissants de la population et de l'économie locale (circuits courts, substitutions aux importations, filières locales, démarche de progrès, etc.).

-Créer un lieu d'échange et d'action commun aux entrepreneurs qui partagent les valeurs d'une économie locale

- Renforcer les liens entre la population et les entrepreneurs locaux, pérenniser la vie des centres villes
- Dynamiser l'économie locale et renforcer les solidarités économiques et sociales
- Réduire les transports des produits et minimiser les changements climatiques
- Création d'une monnaie locale

6)Préservation et restauration de la biodiversité :

Patrimoine commun et capital pour l'avenir, cette nature doit être protégée, car la nature nous protège. C'est la nature qui nous nourrit grâce à l'agriculture et nous fournit en eau potable, c'est de la nature que nous tirons notre énergie et les matériaux essentiels pour nous loger et pour notre économie. Les écosystèmes sont également des alliés incontournables de la lutte contre les dérèglements climatiques.

Pour toutes ces raisons, il est urgent d'agir au cœur de nos territoires, avec l'ensemble des acteurs. Dans les espaces urbains, la nature apporte de nombreux bienfaits et contribue à notre bien-être, lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain, amélioration de la qualité de l'air, maintien des sols. Réduire les pollutions lumineuses, l'éclairage public et l'illumination des bâtiments perturbent de nombreuses espèces d'insectes, d'oiseaux et de chauve-souris.

Concernant l'abattage des platanes qui va être un véritable traumatisme pour la population, il faut tout de suite penser à après et se donner les moyens de replanter immédiatement en s'adaptant aux conditions climatiques.

Nous pourrions imaginer la plantation de catalpa ou de micocoulier.

Distribution de cabanes à mésange pour lutter contre les chenilles processionnaires et ainsi réintroduire nos belles mésanges ?

Continuer le travail formidable d'associations qui préservent nos milieux naturels tels que les bords du Tarn.
